

## POURQUOI REFONDER ? (2)

↳ Car crise de l'État-providence

= Conséquences ÉCONOMIQUES et SOCIALES

- **Souveraineté menacée** par importance de la dette et poids des dépenses sociales.

« **La “dette de prestations” représente près de 60 % des 3.500 Md€ de la dette publique française d’aujourd’hui.** Ce chiffre est à rapporter au cumul des dépenses publiques depuis 1980, 38.000 Md€, dont 58 % sont des dépenses sociales. Un calcul simple conduit donc à dire que 58 % des 3.500 Md€ de dette, issus des quarante-cinq années de déficits cumulés, sont de la dette sociale, soit plus de 2.000 Md€. » N. Dufourcq, *La dette sociale*, Odile Jacob, 2025.



- **Crédibilité de la FR compromise** dans UE + Scène internationale.
- **Investissements d’avenir sacrifiés.**
- **Décrochage de la compétitivité** des entreprises FR.
- L'État-providence structure l'économie FR : servicisation, désindustrialisation, smicardisation...  
⇔ **Appauvrissement** des FR, des services publics et... de l'État-providence lui-même.
- **Travail découragé.**
- **Confiance minée**, colère sociale (sentiment d'iniquité et d'exclusion).
- Polarisation des **inégalités**.